



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 27 MAI 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 21 mai 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 27 mai 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Henri LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Umus PERRONE. Excusée

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Thomas GIRARD.

Par délibération n° 201-07 en date du 16 mars 2021 le Conseil Municipal avait décidé l'acquisition d'un immeuble appartenant à M. PIDOUX, situé 31 rue du 8 mai 1945, cadastré section AB 140.

Compte tenu de l'état de péril de cet immeuble il a été procédé à sa démolition.

Il reste désormais un terrain nu d'une surface de 114 m<sup>2</sup> dont la valeur vénale a été estimée à 8400 euros par les services des domaines (réf. OSE : 2024-01269-26914 en date du 19 avril 2024).

Madame Léa CARMINATI demeurant 8 rue du 8 mai 1945 a fait part de son souhait d'acquérir ce terrain pour y aménager un jardin d'agrément.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS :

Envoyé en préfecture le 04/06/2024  
Reçu en préfecture le 04/06/2024  
Publié le  
ID : 001-210102695-20240527-DR202444-DE

- **APPROUVE** la cession du terrain communal situé 31 rue du 8 mai 1945, cadastré section AB 140 d'une surface de 114 m<sup>2</sup>, à Madame Léa CARMINATI au prix de l'estimation des Domaines soit 8400 euros auquel s'ajoutent les frais d'acte à la charge de l'acquéreur.
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents et tous actes à intervenir en vue de la bonne réalisation de ce dossier.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Le Secrétaire de séance,  
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.